

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Point opinion fiscalité et prélèvement à la source

1. Des attentes toujours fortes de réforme du système fiscal

- À l'été 2012, une partie des attentes de « justice » à l'égard du gouvernement se cristallisait autour d'une réforme fiscale. Le système fiscal était vu comme :
 - **Injuste**, concentré sur les classes moyennes qui « travaillent » et ne bénéficient pas de dérogations, par opposition à ceux qui réussissent à y échapper : les nantis d'un côté, les assistés de l'autre.
« Ce qui agace : que toutes les classes sociales ne payent pas d'impôt, l'injustice de l'impôt, seules les classes moyennes payent l'impôt » (CSP moyennes imposables, Lyon)
 - **Impossible à maîtriser et insécurisant**, changeant constamment au gré des années, ce qui accroît le sentiment « d'arbitraire » et de « loterie ». A quoi s'ajoute la peur d'oublier de cocher une case qui ouvrirait des droits à déduction, ou de changer de statut en devenant imposable. La fiscalité est vue comme une règle du jeu, mais aucune partie ne peut être jouée si les règles ne sont ni stables, ni claires.
« Qu'ils arrêtent de nous inventer un impôt par jour, on y comprend plus rien, et il n'y a plus que des rajouts de tous les côtés : ce n'est pas sain de ne jamais savoir à quoi s'en tenir. »
 - **De plus en plus dénué de sens**. On ne sait plus *pour quoi* on paie : le système fiscal et la dépense sont devenues des « nébuleuses », « illisibles » ; perception qui se renforce par le sentiment de rembourser la dette non pas pour obtenir quelque chose (quel *projet* positif), mais dans le tonneau des danaïdes d'un « *remboursement sans fin* ». Dès lors à quoi bon ?
« On aimerait savoir ce qu'on paie pour quoi ». « Dans les pays du nord, c'est très visible, les gens paient des impôts mais ils savent pourquoi » (CSP- imposables, de gauche, Lille)
- **Les augmentations des 2 premières années ont ajouté une dimension à ces crispations** (sans s'y substituer), aboutissant à la fin de l'année 2013 à un pic sans précédent du rejet de l'impôt (s'impose dans les discours un « *seuil de tolérance* » qui aurait été franchi). Le mouvement des bonnets rouges a été un catalyseur, transformant une conscience individuelle en mouvement de rejet collectif de l'impôt.
- **Depuis, l'abcès sur le niveau de l'impôt s'est un peu dégonflé** (on atteint des niveaux de préoccupation fiscale antérieurs à la période d'inflammation), **et les attentes fondamentales exprimées en 2012 reviennent**. Avec leurs effets contre-intuitifs : la décision de faire sortir des millions de foyers de l'impôt a été majoritairement vue comme injuste, trop contraire aux attentes de réciprocité et d'universalité. De même tout en se plaignant de l'austérité, les Français ne sont

toujours pas convaincus de la réalité des économies budgétaires, faute d'en avoir vu des symboles (train de vie de l'Etat, lien entre mesures de simplifications et réduction des déficits, ...).

- **C'est dans ce contexte qu'intervient le débat actuel.** Le prélèvement à la source possède un fort potentiel positif (qui pourrait symboliquement répondre à certaines demandes que n'adressent pas une baisse des impôts) mais il nous faudra savoir anticiper les pièges et atténuer les craintes en posant les termes du débat rapidement.

2. Les points d'appui

Si le prélèvement à la source n'est pas la remise à plat attendue, il peut concentrer beaucoup de symboles :

- **Il touche à l'impôt sur le revenu, « l'impôt » par excellence**, l'un des seuls à n'être jamais remis en cause car il répond à une logique imparable (« *je gagne de l'argent, je paye des impôts* »). Mais contre qui les griefs sont devenus très nombreux : part conséquente des foyers dispensés ; assiette qui ne correspond pas aux salaires versés ; nombreuses niches et dérogations pointées du doigt.
- **C'est une des rares réformes qui semble faire converger les intérêts du contribuable et de l'Etat**, donc être dans une logique gagnant/gagnant, par essence positive :

- **on en attend pour soi :**

- une simplification du rapport à l'argent disponible.

« Au moins ça serait clair, on sait combien on a de disponible, qu'est-ce qu'on peut faire ou ne pas faire, sans se soucier de ce qui va vous tomber dessus ».

« Je dépense en fonction de ce que j'ai, et non en fonction de ce que j'ai moins ce qui me sera prélevé, c'est moins stressant ».

- une adéquation avec les revenus (d'autant plus importante face à un sentiment d'instabilité ou de baisse tendancielle de ses revenus).

« On paye en temps réel en fonction de ce que l'on gagne. C'est un souci en moins si dans quelques mois ma situation change. Ce sera déjà assez compliqué comme ça, au moins je n'aurais pas besoin de mettre de l'argent de côté pour les impôts »

- un sentiment de justice du fait d'une limitation de la fraude

« Ça fait moins de triche ». « Ça a un impact sur la fraude ».

- **on imagine que cela apporte à l'Etat, sans jouer au détriment du contribuable :**

- un gain d'efficacité dans la perception de l'impôts (59% pensent que cela permettra des économies de fonctionnement)

« Il y a beaucoup de pays qui prélèvent les impôts à la source, je trouve ce système vraiment efficace. Il est temps que la France se mette au même niveau que les autres pays. Enfin une bonne décision »

- une baisse des impayés (cf. moins de fraudes) donc un gain en de recettes qui ne passe pas par une augmentation d'impôt.

« Je suis pour, bon nombre ne pourront plus tricher ». « C'est bien si ça peut éviter les fraudes ».

- un moindre coût de collecte de l'impôt donc des redéploiements possibles. Le prélèvement à la source apparaît donc comme une manière exemplaire de maîtriser la dépense publique.

« Bonne initiative ! J'espère que l'on va pouvoir remplacer moins de fonctionnaires ».

3. Les pièges

- **La crainte d'une augmentation cachée, qui reste vivace** (les Français restent échaudés). A noter qu'elle se déploie sur deux plans : soit maintenant, soit plus tard en ouvrant la tentation d'une augmentation devenue plus facile.

« Ils pourront aller boire directement à la source ». « Pas confiance. J'espère que ce n'est pas une mesure pour augmenter en douce les impôts ! ». « Il ne faut pas se faire d'illusion : c'est une augmentation cachée qui se profile ».

- **Des doutes sur la sincérité de la réforme** : en période préélectorale, on imagine qu'un Président « déjà en campagne » cherche non à résoudre un problème important mais à gérer des équilibres politiques - qui ne vont par définition pas dans l'intérêt des Français.

« Hollande commence sa campagne deux ans plus tôt alors que le chômage ne cesse d'augmenter : c'est un tour de passe-passe ».

- **Des réticences à « perdre la maîtrise » de quelque chose**. Le prélèvement à la source serait une sorte de blanc-seing à l'administration, or on ne lui fait pas confiance pour prélever la bonne somme d'impôts (que l'on ne pourra plus corriger dans sa déclaration annuelle, ou de façon beaucoup plus compliquée qu'aujourd'hui).

« J'ai trop de méfiance envers le gouvernement et ce qu'ils font des impôts, j'aurais l'impression de perdre encore plus la main sur les choses »

« Et en cas d'erreur du prélèvement, l'argent sera bien ponctionné ... mais rendu quand ? »

- **Des soupçons de l'arbre qui cache la forêt** : le gouvernement met en avant cette réforme, dont on pense qu'il ne la mènera pas au bout, pour cacher le manque de courage à faire de réelles économies, à s'attaquer aux vrais travers du système fiscal, ou à intensifier les efforts pour lutter contre les fraudes.

« Diversion pour faire oublier les continuel mauvais chiffres du chômage ! »

- Plus en mineur, deux autres points d'attention apparaissent :

- en **donnant connaissance par l'employeur de sa situation fiscale**, on ne craint pas seulement pour le respect de ses données privées, mais aussi un renversement du rapport de force avec l'employeur dans le cadre des négociations salariales (crainte exprimée surtout par les cadres).

- le **devenir du quotient familial** : on n'imagine pas sa disparition, mais on craint que s'y substitue un dispositif complexe qui viendrait brouiller la clarification et la simplification associées à cette réforme.

« Une spécialité française : rendre compliqué ce que l'on a fait pour rendre plus simple... avec des addendas, des ajouts, des variantes en tout genre... »

1. Conclusion

Il paraît essentiel de préempter le cadre du débat, et en particulier :

- **Donner du sens, au-delà de la réforme elle-même**. Le débat aura mécaniquement tendance à se concentrer sur la technicité. Or l'opinion entendra :
 - **les objectifs et les seuls très grands paramètres de la réforme elle-même**. Ce doit être le **cœur du discours, à faire entendre** avant que les arguments « contre » ne s'imposent dans le débat : pour chaque individu une vie plus simple, plus prévisible, plus de sécurité face à la fluctuation de l'activité et à l'incertitude de perdre son emploi.

- **en quoi cette réforme répond aux critiques du système fiscal.** Il semble donc impératif de **dépasser la réforme elle-même pour montrer en quoi elle sert des objectifs plus vastes :**

- **Moins de dérogations donc davantage d'universalité.** La question se posera : « que faire des niches ? ». Pourra-t-on montrer, même à périmètre constant, qu'elles deviennent d'accès plus difficiles (puisqu'elles ne sont pas automatiquement déduites mais demandent un acte correctif a posteriori), ce qui pourrait être entendu comme un *premier pas* vers davantage d'universalité ?

« Ce peut être l'occasion de veiller à ce que plus de Français règlent effectivement l'impôt proportionnellement à leurs revenus réels (moins de niches fiscales qui profitent aux plus riches ?). Ou bien une superbe usine à gaz de plus, destiné encore à servir d'écran de fumée... »

A terme, le prélèvement à la source pourrait-il servir de base d'une universalisation réelle de l'IR même symbolique (un plancher à quelques euros), qui précisément car il s'agit d'un geste symbolique et citoyen semble consensuel jusqu'aux personnes aujourd'hui non imposables ?

« Pas normal qu'il ne soit pas payé par tous, pas logique, ça déresponsabilise. Si on ne gagne pas beaucoup, on ne paie pas beaucoup » (CSP- non imposables, de gauche, Dijon)

« Personne n'échappe à l'impôt, il n'est pas logique que quelqu'un qui gagne peu ne paie pas 10 euros » (CSP- non imposables, de gauche, Dijon)

« Que même les personnes qui n'ont pas les moyens paient, même si ce n'est pas grand-chose, c'est symbolique. Ils auraient le sentiment de participer. Je regrette l'époque où j'en payais car ça voulait dire que j'avais un salaire conséquent, c'est humiliant de ne pas en payer car on a l'impression d'être des tire-au-flanc de la société alors qu'on travaille » (CSP- non imposables, électeurs M. Le Pen, Paris)

- **Plus de lutte contre les fraudes.** Les personnes interrogées imaginent souvent les syndicats du ministère des finances vent debout contre le prélèvement à la source, et évoquent spontanément une solution qui leur paraît favoriser l'efficacité : réaffecter les fonctionnaires aujourd'hui attachés à la perception de l'impôts à des missions de contrôles des fraudes, et de suivi de l'efficacité des mesures prises (contrôle associé à la bonne maîtrise de la dépense publique). Y a-t-il, même symboliquement, des gestes à faire dans cette direction ?
- **Une « modernisation fiscale »** en explicitant les bénéfices attendus pour l'Etat (efficacité, gains de productivité dans la collecte de l'impôt etc.)

- **Inscrire ce changement dans un mouvement de réformes** pour l'arracher du soupçon politicien. Il paraît en particulier important de :

- **la lier la moins possible à la vie du PS.** Ce doit être une réforme « pour les Français » et non pour répondre à des équilibres politiques - qui l'entacheraient dès sa naissance d'insincérité.
- **montrer parallèlement des gestes sur les baisses de dépenses.** C'est une condition devenue indispensable pour faire diminuer le soupçon de toucher aux impôts dans le seul but de trouver davantage de ressources. Déliver un mouvement sur l'architecture fiscale du sentiment latent de hausse d'impôts implique de montrer dans le même geste et avec la même vigueur que l'on baisse les dépenses – donc que l'on n'a pas besoin d'impôts nouveaux.

« Avant de parler prélèvement à la source, il serait plus normal de parler économie des dépenses de l'Etat. C'est à cause de toutes ces dépenses inutiles qu'on a les impôts en horreur »

« Messieurs les politiques, commencez les premiers sur vos salaires de ministres... »